

Conflit

Le mot conflit désigne des phénomènes si divers qu'il est quelque peu difficile à conceptualiser. Il vient du latin *confligere* (con- : ensemble ; *fligere* : heurter, frapper) ou *conflictus* (choc, heurt, lutte, attaque). Au sens le plus englobant, un conflit est une opposition entre deux ou plusieurs acteurs. Il éclate lorsqu'un acteur, individuel ou collectif, a un comportement qui porte atteinte à l'intérêt d'autres acteurs. Il implique donc l'existence d'un antagonisme qui peut prendre diverses formes : un rapport entre des forces opposées, une rivalité ou une inimitié, une guerre, etc. Il existe ainsi une échelle de la conflictualité qui va du désaccord à la tension et à la violence, en passant par un nombre plus ou moins grande de degrés intermédiaires.

Le statut social et politique du conflit est ambigu et sa fonction est un objet de débats anciens. Il peut être défini comme un phénomène inhérent au fonctionnement d'une collectivité humaine, ce qui renvoie entre autres à l'idée d'instabilité de nature, abondamment décrit dans la tradition philosophique européenne comme le stade préalable à l'instauration de l'état social (Hobbes, Rousseau). Développant l'idée que les hommes sont naturellement poussés à entrer en conflit les uns contre les autres, Hobbes le définit comme une situation de guerre de tous contre tous. Seule l'instauration d'un Etat souverain assez fort (ou d'un contrat social pour Rousseau) permet d'y mettre un terme. Une autre tradition considère que le conflit n'est pas un phénomène nécessairement négatif. On peut en effet considérer qu'un conflit est le symptôme d'un mauvais fonctionnement social mais, inversement, le conflit peut être défini comme un construit social. Cela induit plusieurs idées : il peut être évité car il n'y a pas de fatalité ; il peut être un mode parmi d'autres de régulation des relations sociales ; il peut avoir une fonction créatrice en donnant une impulsion à des changements et en stimulant la recherche de compromis, dans le cadre d'un fonctionnement démocratique par exemple.

Il n'existe pas non plus de théorie générale des conflits internationaux ouverts. Pour les réalistes, ils sont inévitables car les relations internationales sont anarchiques, ce qui contraint les acteurs à recourir à la violence armée. Pour les marxistes, les conflits opposent souvent des Etats du centre à des Etats de la « périphérie » et sont les déclencheurs d'une lutte de classes. La guerre serait dépassée si la société communiste était instaurée. Pour les libéraux, la rareté des ressources pousserait des individus désireux de faire avancer leurs préférences à demander à leurs gouvernements de poursuivre des politiques incompatibles, ce qui créerait de la discorde. Mais le potentiel de conflit pousserait les Etats à dialoguer.

Dans le champ des sciences sociales, la géographie est bien outillée pour étudier les conflits :

- Les conflits et les acteurs des conflits sont localisables. Et leur localisation est du ressort des géographes.
- La conflictualité, quelle que soit son échelle géographique et son intensité, entretient souvent une relation forte avec la territorialité. L'espace, approprié ou convoité, y tient souvent une place importante.
- L'espace géographique peut être le cadre, l'enjeu ou le simple théâtre d'un conflit, voire les trois en même temps.
- Les conflits se déploient pour la plupart d'une certaine manière à la surface de la Terre : ils ont une spatialité qu'il est possible de décrire et de comprendre.
- La géographie apporte des éclairages originaux sur la conflictualité comme facteur d'organisation de l'espace apportant à celle-ci des modifications plus ou moins sensibles et plus ou moins durables.

La notion de conflit présente l'avantage de pouvoir être appliquée dans un grand nombre de situations impliquant divers acteurs et objets à toutes les échelles de l'espace géographique. Il existe par exemple des conflits liés à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire. Ces activités sont l'affaire des spécialistes mais ce sont aussi des questions politiques qui supposent des relations de pouvoir, des rapports de forces, des rivalités entre responsables et forces politiques, des affrontements entre des projets qui expriment les intérêts divergents d'acteurs multiples (lobbys, citoyens, institutions, etc.). Le rejet de certains aménagements par les citoyens qui s'estiment lésés est désigné habituellement par le signe NIMBY (« not in my backyard »). La croissance du nombre des acteurs impliqués dans l'aménagement à tous les niveaux est en soit un facteur de conflit.

Les conflits d'usage sont liés aux modalités économiques et sociales de l'occupation des espaces. Ils engagent

une grande palette d'acteurs (individus, groupes, entreprises, Etats et collectivités, etc.). Ils portent sur l'utilisation, et non sur le contrôle exclusif, d'une portion d'espace déterminée ou d'une ressource dont divers acteurs souhaitent faire des usages incompatibles. Ils peuvent conduire (rarement) à des affrontements. Les conflits d'usage sont réglés en général par des décisions judiciaires ou administratives et poussent à trouver des modes de décision fondés sur la concertation et la médiation. Il existerait une corrélation entre la conflictualité et les dimensions sociodémographique (densité de population et structure sociale), économique (activité économique dominante et spécialisation productive) et politique (protection des espaces, régionalisme) des «territoires».

Les conflits liés à l'environnement se multiplient. On sait par exemple que le réchauffement climatique a des effets indésirables : réduction des surfaces agricoles, plus grande fréquence des sécheresses, moindres ressources en eau, submersion de certaines zones (îles, bas fonds, deltas) et réduction des terres habitables. La pollution environnementale, combinée à certaines dynamiques sociales (pression démographique par exemple), peut favoriser l'éclatement ou l'accroissement de conflits. Plus largement, l'environnement entretient des liens dialectiques avec la conflictualité : il peut être à l'origine d'un conflit ; il peut contribuer à terminer son déroulement ; il peut en subir les effets.

Les guerres et conflits violents sont les premières formes de conflit qui viennent à l'esprit. Leurs causes sont nombreuses et peuvent être étudiées par la géographie et la géopolitique : volonté de puissance, antagonisme ou appétits territoriaux, compétition économique, accès aux sources d'énergie, menaces sécuritaires sur les territoires ou leurs ressortissants, conflits idéologiques, nationaux, religieux et identitaires, etc. Il est difficile de catégoriser les conflits violents. Les typologies sont nombreuses et il n'y a pas d'accord entre les organismes de recherche qui en donnent des définitions. L'université d'Uppsala parle de conflit armé actif à condition de recenser au moins 25 victimes par année calendaire. Elle distingue les conflits armés majeurs lorsque le nombre de morts est supérieur à 1 000 en une année, dans le cadre d'un conflit dont au moins un des acteurs est un gouvernement. A l'inverse, l'Institut de recherche sur les conflits de Heidelberg, qui définit les conflits à partir de trois attributs seulement : acteurs, actions et objets, ne mentionne pas de condition nombre.

voir aussi : «dispute territoriale»

Bibliographie

Références

- Battistella, D., Smouts, M.-C., Vennesson, P., Dictionnaire des relations internationales, Paris, Dalloz
- Cattaruzza, A., Sintès, P., 2011, Géographie des conflits, Paris, Bréal
- Corm, G., 2007, « Pour une approche profane des conflits de l'après Guerre froide », Revue internationale et stratégique, vol. 4, n°68, pp. 25-41
- Coser, L., 1956, The Functions of Social Conflicts, London, The Free Press, International library of sociology and social reconstruction Sociology

- Fisher, S., 2000, Working With Conflict: Skills and Strategies for Action, London, Zed Books,
- Gibelin, B., 2008, « Géographie, guerre et conflits », Hérodote, n°3, pp. 3-16
- Le Billon, P., 2001, "The political ecology of war: Natural resources and armed conflicts », Political Geography, vol. 20, pp. 561-584
- Le Billon, P., 2003, « Matières premières, violences et conflits armés », Tiers-Monde, vol. 44, n°174, pp. 297-322
- Picard, D., Edmont, M., 2008, Les conflits relationnels, Paris, PUF, Que sais-je ?
- Retailleau, D., 2011, « Introduction à une géographie des conflits », L'Information géographique, vol. 3 Vol., n°75, pp. 6-22

HYPERGEEO